

# *les dossiers* d'**AGROPOLIS** INTERNATIONAL

*Compétences de la communauté scientifique*



## Sociétés et Développement Durable

*Apport des sciences sociales*

Numéro 7



M. Figuié © Cirad



N. Bricas © Cirad



© R. Mahjoubi



J. Avelino © Cirad

1. Supermarché au Vietnam
2. Hanoï, repas à la maison
3. Vendeur de piments dans un marché Tunisien
4. Café d'Orosi et Dota, Costa Rica

# Filières, normes, marchés et stratégies d'acteurs

**L**a mondialisation, les mutations technologiques, en particulier dans l'information et la communication, la prise de conscience des questions d'environnement, de changement climatique, de biodiversité et de disparités sociales, les inquiétudes croissantes en termes de santé suscitent de nombreuses initiatives des acteurs des systèmes agroalimentaires. Au-delà d'un slogan, le développement durable se traduit par de nouveaux comportements individuels, au niveau des entreprises ou des ménages, et collectifs, d'origine privée ou publique : responsabilité des entreprises, normes et réglementations environnementales et sociales, nouvelles filières « alternatives », etc. Quelles formes prennent ces initiatives ? Quelles sont leurs conséquences sur les questions qu'elles entendent traiter ? Quelles sont leurs conséquences sur la performance du secteur agroalimentaire dans les pays du Nord comme dans ceux du Sud ? Ces questions mobilisent des savoirs dans diverses disciplines des sciences sociales et nécessitent des analyses à différentes échelles.

Comment évoluent **les marchés et les comportements des consommateurs** ? Pour comprendre comment se met en œuvre le projet de développement durable, il est tout d'abord nécessaire d'identifier les attentes et le rôle des citoyens. À travers leur consommation et au-delà de leurs représentations et de leurs comportements individuels et collectifs, il s'agit de déterminer comment ils contribuent à une alimentation plus durable des points de vue environnement, santé ou équité sociale. Les processus de qualification des produits, de construction de la confiance dans les signes de qualité, de participation des consommateurs aux normes privées et publiques sont analysés. Une attention particulière est apportée aux produits qui valorisent une origine territoriale, des modes particuliers de production (agriculture biologique, origine de petits producteurs) ou d'échange (commerce équitable), une prise en compte de préoccupations en matière de santé (qualité sanitaire ou nutritionnelle). En parallèle, les effets des politiques publiques ou des changements dans le secteur agroalimentaire sur la sécurité alimentaire de la population sont analysés, en particulier dans les pays pauvres d'Afrique et d'Asie.

À une autre échelle d'analyse, la **notion de filière**, conçue à l'origine dans le domaine agroalimentaire, a connu des développements importants, notamment à Montpellier. Plusieurs événements récents, tels la crise de la vache folle, en soulignent l'actualité, mais aussi la nécessité de renouveler tant les problématiques de recherche que les cadres théoriques mobilisés. Les approches classiques doivent ainsi être complétées par l'analyse des performances sociales et environnementales, et nécessitent la construction de nouveaux indicateurs de performance. L'approche en termes de Chaînes Globales de Valeur comme l'économie institutionnelle ouvrent de nouvelles voies à l'analyse de filière. Face aux exigences accrues de sécurité, les problèmes de traçabilité s'analysent à l'échelle des filières, et nécessitent la mise au point de nouveaux dispositifs organisationnels et de systèmes d'information adaptés.

Enfin, outre les consommateurs, les systèmes agroalimentaires sont organisés autour de nombreuses catégories d'acteurs : exploitations agricoles, coopératives et organisations de producteurs, TPE et PME, grandes firmes multinationales, services, agrofourniture, etc. Leurs **comportements et stratégies** doivent être analysés en tant que tels, chaque catégorie ayant ses spécificités, et par leurs interactions avec différentes sphères. Le développement durable est en lui-même porteur de nouvelles formes de gouvernance où s'articulent pouvoirs publics et privés, où les enjeux de participation, de transparence et de responsabilité deviennent primordiaux et où se développent des coordinations non hiérarchiques (marchés, réseaux, etc.). Les organisations collectives, syndicats paysans, interprofessions, acteurs s'investissant sur un même territoire, associations de multinationales, sont particulièrement analysées. Leurs systèmes de gestion, leurs relations avec les pouvoirs publics, leurs performances font l'objet d'une attention particulière afin de proposer de nouveaux outils d'aide à la décision.

**Leïla Temri (ERFI)  
& Nicolas Bricas (UMR MOISA)**